

**Le voyage au Japon est reporté « sine die »**

Les gouvernements japonais et français ont officiellement annoncé le « report » de la visite que devait faire à Tokyo, du 23 au 26 avril, le président Pompidou. Aucune nouvelle date n'est avancée pour une visite présidentielle au Japon. Aucun motif n'est invoqué pour cet ajournement. Le gouvernement français a renoncé à soulever les problèmes protocolaires qu'il avait, un moment, mis en avant pour l'expliquer (le Monde des 13 et 15 mars).

Dimanche 24 mars, le service d'information du ministère japonais des affaires étrangères a annoncé que les gouvernements français et japonais étaient « convenus de reporter la visite après avoir pris en considération plusieurs circonstances ». De source gouvernementale japonaise, on déclare que la santé de M. Pompidou est la raison principale de cette décision.

Lundi matin, le Quai d'Orsay a publié un communiqué déclarant : « Le ministère des affaires étrangères confirme que le gouvernement français et le gouvernement japonais ont décidé d'un commun accord de reporter la visite officielle que le pré-

sident de la République française devait effectuer au Japon dans le courant du printemps. »

Le porte-parole du ministère français des affaires étrangères a ajouté que les voyages déjà organisés pour des visites au Japon de membres du gouvernement français auront lieu comme prévu. C'est ainsi que M. Jobert, ministre des affaires étrangères, se rendra à Tokyo les 24 et 25 avril 1974 pour les consultations ministérielles franco-japonaises, et que M. Peyrefitte, ministre des affaires culturelles et de l'environnement, se rendra à Tokyo du 17 au 23 avril prochain à l'occasion de l'inauguration de l'exposition de la Joconde, et aura des entretiens sur les questions de l'environnement avec les autorités compétentes du gouvernement japonais.

Il est envisagé que M. Jobert visite, au retour de Tokyo, Séoul, Manille et les émirats du golfe Arabo-Persique. Aucun voyage lointain du président de la République — qui doit se rendre à Bonn les 4 et 5 avril — n'est pour le moment projeté.

**Dans la presse hebdomadaire**

**LE NOUVEL OBSERVATEUR :**  
écouter d'autres suppositions.

Georges Mamy note, dans le *Nouvel Observateur* :

« On l'avait murmuré, dans un cercle très restreint, lors du voyage en Géorgie ; déjà, à ce moment, Georges Pompidou était en proie à une de ces « hyperalgies dans la région ano-rectale » dont on devait officialiser la répétition jeudi dernier. Il faut que la question de la santé présidentielle ait revêtu une singulière importance, et proprement politique, pour que l'Élysée ait dû se résoudre à rendre publique cette petite, mais fort douloureuse parfois, misère physiologique. Tout le monde l'a compris : il s'agissait de tenter, par cette publicité, d'écarter d'autres suppositions, infiniment plus graves, que ne pouvait manquer d'entraîner la brusque obligation dans laquelle le président se trouvait de renoncer à présider le dîner diplomatique. »

**VALEURS ACTUELLES :** si la clé de vote s'effrite...

Dans *Valeurs actuelles*, sous le titre « Le secret du président », Claude Jacquemart indique :

« Les précédentes Républiques pouvaient fonctionner, à la limite, sans un homme à l'Élysée. Celle-ci ne le peut pas : le président de la République est à la fois chef de l'État et maître de la politique. Il est la clé de vote. Si la clé de vote s'effrite, l'édifice tout entier est en péril. »

« Or la Constitution, outil destiné à perpétuer le système par-delà des hommes, a été mal forgé. Le régime n'est plus parlementaire sans être vraiment présidentiel. Cette ambiguïté « à la française » est grosse de périls. »

« M. Pompidou n'est pas le dernier à y avoir songé. On sait déjà qu'à ses yeux le septennat doit être transformé en quinquennat : ce qui permettra au chef de l'État d'obtenir plus fréquemment la sanction du suffrage universel. D'autres desirs lui sont prêtés : celui, notamment, d'instituer une vice-présidence, dont le titulaire serait élu en même temps que le président lui-même, et lui succéderait automatiquement en cas de nécessité. (...) »

« Un choc psychologique aidant, la Constitution pourrait être amendée dans ce sens, soit par le congrès (les deux Chambres se prononçant à la majorité des trois cinquièmes), soit par un référendum. L'élection présidentielle interviendrait aussitôt après. »

**UNE ÉLECTION CANTONALE**

**EURTHE - ET - MOSELLE,** canton de Haroué (deuxième tour) :  
Insc. : 4 626. Votants : 2 805 (60,6 %). Abst. : 39,4 %. Expr. : 2 581.  
M. Jean-Marie Enel (mod.), 1 444 voix. ELU.  
M. Christian Bordenave (P.C.), 1 137 voix.  
Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Insc. : 4 628. Votants : 3 036. Exprimés : 2 949. Jean-Marie Enel (mod.) : 1 222. Georges Husson (mod.) : 1 149. Christian Bordenave (P.C.) : 78.  
[Il s'agissait de pourvoir au remplacement du prince Marc de Beauvegron (rép. ind.), démissionnaire pour raisons de santé, qui, le 23 septembre 1973, avait été élu le premier tour de scrutin avec 1 969 voix contre 78 à M. Christian Bordenave (P.C.)]

● M. Robert Manuel, artiste dramatique, directeur du Théâtre Marigny à Paris, annonce, dans une lettre adressée au préfet du Var, que, en raison de ses obligations et de l'impossibilité où il se trouve de se consacrer assez à sa commune, il renonce à ses fonctions de maire et à son mandat de conseiller municipal de Roquebrune-sur-Argens, où il avait été élu en mars 1971.

**M. MITTERRAND : le débat n'est pas de mise.**

M. François Mitterrand, qui dirigeait samedi 23 mars en fin de matinée le « journal inattendu » de R.T.L., a affirmé à propos de la santé de M. Georges Pompidou : « Pour ce qui me concerne, je ne me suis jamais livré à aucune spéculation politique sur une situation dont je ne connais d'ailleurs pas tous les éléments. Je considère que le président de la République, dans cette affaire, montre beaucoup de courage, que la souffrance et le courage méritent le respect et, pour le moins, d'être traités de façon digne. (...) »

« M. Pompidou est le président de la moitié des Français. Il serait souhaitable que le prochain président, lorsque l'heure sera venue — et j'espère que ce sera l'heure fixée par la Constitution, c'est-à-dire 1976. — soit le président des Français. Ce débat politique nous l'avons. Aujourd'hui il n'est pas de mise. »

**M. SERVAN-SCHREIBER : une élection en juin.**

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, membre du bureau du Mouvement réformateur, écrit dans son éditorial de l'Express paru le 25 mars : « En juin prochain, dans trois mois, les cinq années dont M. Pompidou a déclaré qu'elles constituaient la bonne durée pour un mandat présidentiel seront écoulées. Qu'il se saisisse de cette coïncidence entre le quinquennat, auquel il tient, et la crise économique, brutale qui est venue bouleverser les données du problème, pour provoquer une salutaire élection. »

« Il n'est pas viable qu'un pays ne se sente plus lié à l'État ni vraiment représenté par lui. Il faut, à tout prix, rétablir la communication. Le seul moyen semble être de procéder à cette élection. Car le président élu, quel qu'il soit, aura, de toute manière, un mandat pour agir, et un crédit pour le faire. »

**M. LE PEN (Front national) :**  
nous commençons notre campagne dès maintenant.

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, dimanche 24 mars, à Lille : « Nous sommes certains maintenant que la campagne présidentielle commencera avant deux ans. C'est pourquoi nous commençons notre campagne dès maintenant. Il est normal que les Français s'intéressent à l'état de santé du président de la République, car c'est lui qui a, entre les mains, tous les pouvoirs. Aussi je souhaite que si M. Pompidou n'est pas en mesure d'assurer pleinement ses fonctions, il se démette de son mandat. C'est toute la différence entre la République et la monarchie. »

**M. CHIRAC : mes préoccupations n'ont rien d'électoral.**

M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, déclare, dans une interview publiée lundi 25 mars par notre confrère *France-Soir* : « Rien ne permet d'imaginer que les élections présidentielles ne se feront pas à leur échéance normale. C'est l'hypothèse évidente que je retiens pour mon travail. (...) Mes préoccupations, croyez-le, n'ont rien d'électoral. (...) »

« Si j'avais escompté des élections autres que les sénatoriales de l'automne, je n'aurais pas commencé par procéder à des changements dans mon administration, car la période d'appréhension des affaires est une période par définition longue. »

**« LA NATION » : c'est toujours le président qui décide.**

Dans le numéro du 25 mars du quotidien gaulliste *la Nation*, Jacques de Montalais écrit, sous le titre « Le président décide » : « Il faut donc rappeler que c'est toujours le président qui juge et décide, aussi bien de son cas personnel qu'en matière de diplomatie et de politique intérieure. (...) Certes, c'est M. Jobert qui fit connaître à M. Kissinger la façon de voir de la France sur ses manières désinvoltes et ses conceptions erronées (...). Mais c'est M. Pompidou qui lui a donné ces instructions. On avouera qu'elles ont quelque importance... et quelque résonance. »

« Certes, c'est le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances qui soumettaient l'autre jour au président de la République les mesures anti-inflationnistes qu'ils suggéraient d'adopter. Mais c'est M. Pompidou qui les jugea insuffisantes en faisant savoir qu'elles devaient être complétées. »

« Bref, c'est toujours le président qui décide et il vaudrait mieux que tant de spéculations et de supputations cessent. »

Jacques de Montalais estime encore qu'il conviendrait « de faire preuve de plus de retenue » et il appuie sa thèse sur la publication par *l'Express* d'un sondage réalisé par la Sofres au cours de la semaine du 18 au 24 mars (mais avant le dîner offert au corps diplomatique et auquel n'a pu assister M. Pompidou) et selon lequel 49 % des Français considéreraient comme fondées les rumeurs sur l'état de santé de M. Pompidou, 56 % considérant qu'elles n'ont pas actuellement une influence importante sur la vie politique du pays et 66 % préférant, dans l'hypothèse où M. Pompidou ne terminerait pas son mandat, qu'une nouvelle élection présidentielle ait lieu, plutôt qu'un remplacement automatique par un vice-président.

**Un climat d'incertitude politique**

(Suite de la première page.)

L'image de marque du socialisme et de M. Mitterrand, si elle est bonne pour ce qui concerne le domaine social ou la défense des libertés, l'est beaucoup moins lorsqu'il s'agit de l'économie et des finances.

Le souci de redresser cette image et, aussi, de fournir une réplique adaptée aux conditions nouvelles a conduit M. Mitterrand à donner d'autres orientations à son parti. Sa cohésion ayant été préservée à la faveur de la réforme des statuts, le P.S. va faire, dans le domaine économique, de nouvelles propositions qui iront au-delà du programme commun. Celui-ci avait été élaboré en période d'expansion et les partis signataires étaient aisément tombés d'accord avant les élections législatives de 1973 pour prendre en compte un maximum de revendications, de manière à séduire toutes, ou presque, les catégories sociales.

Désormais, le taux d'expansion retenu par le commissariat au Plan est de 4,52 : il oblige, a observé M. Mitterrand, à une redistribution plus rigoureuse des revenus et des richesses. Aussi les socialistes vont-ils présenter des mesures pour modifier le rapport entre la part de l'impôt direct et

celle de l'impôt indirect, pour rendre plus sévère la lutte contre la spéculation foncière. Aussi envisagent-ils de réglementer les importations des produits qui ne sont pas de première nécessité. Ces propositions vont dans le sens de celles qu'avait déjà faites M. Gaston Defferre dans le *Monde* du 15 février sur la planification, la direction du crédit et l'exportation des capitaux. Elles rejoignent aussi les préoccupations de M. Michel Debré lorsque celui-ci réclame une inégalité des sacrifices selon les catégories sociales.

Ces orientations nouvelles, qu'il va vulgariser pendant trois mois au cours d'une vaste campagne d'explication, le P.S. devra d'abord les faire admettre au parti communiste, toujours très attaché au programme commun et soucieux de ne rien proposer qui puisse inquiéter les classes moyennes. M. Mitterrand pense que le souci d'apparaître, face aux difficultés économiques et dans la perspective de la conquête du pouvoir, comme un parti responsable, sera finalement payant. Il mise sur un changement dans l'état d'esprit d'une opinion qui n'a pas encore pris toute la mesure de la crise.

ANDRÉ LAURENS.

**M. MESSMER EN CORSE**

(Suite de la première page.)

Mais M. Messmer a ajouté notamment : « Les tempêtes de l'histoire une fois apaisées, la vie quotidienne reprend ses droits. Des problèmes se posent ici comme ailleurs, importants, urgents, difficiles. La Corse a quelques bons atouts : la mer, le pays, un arrière-pays admirable, une population attachée aux traditions, mais aussi tournée vers l'avenir. Il faut faire en sorte que s'établissent les meilleurs rapports possibles entre cette terre, ceux qui l'habitent et les problèmes de notre temps. Il faut le faire dans le même esprit de conviction patriotique qui s'exprimait dans une phrase de Napoléon Bonaparte : « Je n'ai qu'une seule passion, qu'une maîtresse : la France. »

Après avoir signé le Livre d'or de la ville, le premier ministre s'est rendu par hélicoptère à Corte.

Dans cette ville, alors que M. Messmer venait de quitter le maire pour se rendre au centre de formation professionnelle pour adultes, une grande lacrymogene a été lancée sur le cortège officiel. Elle a éclaté sous les roues d'une voiture de la suite. Selon certains témoins, c'est un gendarme mobile qui aurait lancé ce projectile. Un gendarme aurait, en effet, été aussitôt arrêté par ses

collègues qui jalonnaient l'avenue principale. Il a été désarmé et enfermé dans un car de la gendarmerie mobile.

Les mots d'ordre de grève générale de vingt-quatre heures lancés par la C.G.T., Force ouvrière et la FEN étaient, lundi à 10 heures, suivis par environ 30 % des salariés, la participation étant nettement supérieure dans le nord de l'île que dans le sud.

P. S.

● M. Emile Muller, député réformateur du Haut-Rhin, vice-président du Mouvement démocratique socialiste de France (parti membre du Mouvement réformateur), déplore la « bipersonnalisation » qui, selon lui, règne actuellement à la tête de l'alliance centriste. Il affirme : « Pour que l'unité dans l'action puisse se faire, il faut que cette bipersonnalisation disparaisse en faveur d'une direction collégiale. Le Mouvement réformateur, ce n'est pas Jean-Jacques Servan-Schreiber plus Jean Lecanuet, c'est le rassemblement de tous ceux qui rejettent le programme commun Mitterrand-Marchais, ainsi que le conservatisme de l'actuelle majorité. »

**le visage de la France, demain...**

**AVENIRS**

●...du littoral perspectives pour l'aménagement (paru en janvier 1974) 268 pages 20 F.

●...de la montagne éléments pour une politique (à paraître)

**... dépend de notre action, aujourd'hui.**

**RAPPORTS AU GOUVERNEMENT**

**datar** Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale  
1, avenue Charles-Floquet 75007 PARIS

**la d f** documentation française  
29-31 Quai Voltaire 75340 PARIS CEDEX 07

parus également chez le même éditeur:  
●Revue 2000: conflit sur le littoral. n° 26 : 8 F.  
●Regard prospectif sur le bassin méditerranéen: n° 41 de la collection «Travaux et Recherches de Prospective»: 30 F.